

Notre Santé, ça me regarde!

Pour un service public de santé, solidaire, de proximité, accessible partout!

Nous sommes aujourd’hui confrontées à une dégradation de notre système de santé dans son ensemble qui conduit à une limitation de l'accès aux soins pour des millions de personnes.

Les politiques menées ces vingt dernières années aboutissent à cette situation : des attaques contre la protection sociale, une TVA dite sociale qui exonère les patrons, l'insuffisance de formation et répartition inégale des professionnels de santé, la régression des politiques sociales et médico-sociales, la mise à mal de l'hôpital public.

Que vivons nous ?

L'augmentation permanente des restes à charge : déremboursements, franchises, forfaits, remise en cause des prises en charge à 100% dans le cadre des affections de longue durée et les scandaleux dépassements d'honoraires...

Que voulons-nous ?

L'accès aux soins pour toutes et tous partout et à tout instant.

Une évolution vers une sécurité sociale à 100%, y compris pour l'optique et le dentaire.

Que vivons nous ?

Des fermetures de services hospitaliers : maternités, centres d'IVG, chirurgie, urgences, psychiatrie..., des fusions public privé qui aboutissent à une limitation de l'accès aux soins. Les services encore existants sont surchargés, contraints de faire toujours plus avec moins de moyens au détriment de la qualité des soins. Les délais de prise en charge s'allongent pour des consultations, aux urgences. Le personnel, en souffrance, est au bord de l'implosion.

Que voulons-nous ?

Un service public hospitalier développé sur tout le territoire doté de moyens suffisants pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population et assurer l'accès à des soins de qualité et de proximité.

Que vivons nous ?

L'apparition de déserts médicaux : dans certains quartiers ou villes, et dans des zones rurales ou semi rurales, le nombre de médecins ne cesse de diminuer, l'allongement des délais de rendez-vous et l'éloignement géographique qui en résultent, constituent un facteur de renoncement aux soins.

Que voulons-nous ?

L'augmentation du nombre de professionnelles de santé formées, un recrutement à la hauteur des besoins et l'exigence d'une répartition équilibrée sur tout le territoire.

Le maintien et le développement de structures publiques de proximité : centres de santé, centres médico-psychologiques, plannings familiaux, CIVG, PMI...

Rassemblement régional le 14 avril à 14H30 Place Gambetta (Paris 20^e)

Accueil en musique, fil des luttes, flash mob..., animations, soutien et stands sur les collectifs et luttes en cours, engagement des candidates à la présidentielles sur nos propositions.

Résistons, exigeons, agissons!

Collectif Notre Santé en Danger: collectif.nsd@gmail.com

Casse et résistances !

Réouverture du CIVG de Tenon (Paris 20^e)

Fermeture de la maternité et du CIVG de St Antoine (Paris 12^e)

La maternité des Lilas sera reconstruite! (93)

Fermeture de l'institut de puériculture (Paris 14^e)

Vote pour le maintien dans le secteur public du Centre Hospitalier Sud Francilien (91)

Menaces sur la maternité des Bluets (Paris 11^e)

Fontainebleau lutte contre la fusion public privé (77)

Poissy St Germain se mobilise contre la fusion (78)

Maintien de la radiothérapie d'Argenteuil (95)

Démantèlement de Charles Foix (94)

Maintien de la chirurgie cardiaque à Mondor Creteil (94)

Menace sur la pneumologie à St Antoine et Béclère (92)

Gériatrie préservée à Clémenceau (91)

Lutte contre la fusion à Nanterre (92)

Mobilisation pour la réouverture de la cardiologie interventionnelle à Mantes-la-Jolie (78)

Menace contre le CIVG de Bicêtre (94)

Centres de Santé: Chemin Vert, Paris XIII, Montreuil, luttes contre la fermeture, fermeture d'autres centres à Sartrouville et Montreuil...

Fermetures en masse de CPAM de proximité, résistance dans le Val de Marne, le 13^e...

Urgences saturées, en lutte...

L'Hôtel Dieu vidé de ses services

...

(ne pas jeter sur la voie publique)

Notre Santé en danger

Socle commun

L'accès aux soins de proximité

Ce que nous voulons :

- l'accès aux soins pour toutes et tous partout et à tout instant.

Ce que nous refusons:

- toutes les mesures qui tendent à la sélection et à l'exclusion des patients,
- les franchises et autres forfaits,
- les dépassements d'honoraires,
- le déremboursement des médicaments,
- les restrictions croissantes sur les Affections de Longue Durée (ALD) telle que l'hypertension artérielle sévère,
- les restrictions sur la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Un service public présent partout et efficace

Ce que nous voulons:

- un système public de santé (incluant les soins primaires, la prévention, l'information, la lutte en amont contre les causes des maladies), un secteur médico-social et social, public et associatif, développés sur tout le territoire, dotés de moyens suffisants pour répondre aux besoins de toute la population,
- un service public de l'hébergement d'urgence et du logement, sans conditions d'accès ni restrictions aucune, pour les droits de tous les précaires,
- un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité en coordination avec l'ensemble des professionnels de la santé, et avec toutes les parties concernées,
- le maintien et le développement des structures de proximité : centres de santé, centres d'IVG, centres médico-psychologiques, centres d'accueil d'urgence....,
- un plan d'urgence pour la médecine scolaire , du travail, et la PMI,
- un secteur psychiatrique public coordonnant et assurant la continuité des soins,
- l'augmentation du nombre de professionnels de santé formés, un recrutement à la hauteur des besoins et l'exigence d'une répartition équilibrée sur tout le territoire,
- une recherche publique indépendante,
- une politique publique du médicament intégrant la recherche, la production et le contrôle.

Ce que nous refusons:

- les suppressions d'emplois, les suppressions d'activités, les fermetures de services, les regroupements autoritaires dans tous les secteurs de la santé, du médico-social et du social,
- le démantèlement de la psychiatrie publique et toute instrumentalisation sécuritaire de celle-ci,
- l'application de critères de rentabilité financière à l'hôpital et dans tous les établissements,
- la privatisation des activités et des établissements.

Un financement solidaire

Ce que nous voulons:

- une protection sociale, ouverte à toute la population, basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »,
- la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la sécurité sociale avec la garantie d'un droit universel assuré à 100%,
- une évolution vers la suppression de tous les « restes à charge ».

Ce que nous refusons:

- tout transfert de prestations de l'assurance-maladie obligatoire vers les complémentaires/assurances privées,
- les exonérations de la part patronale des cotisations sociales,
- les enveloppes budgétaires fermées et la tarification à l'activité (T2A) conduisant à l'étranglement financier des établissements et structures.

La démocratie

Ce que nous voulons:

- la définition démocratique des besoins de la population, l'élaboration et le suivi des projets, associant usagers, professionnels, élus, sur un plan d'égalité,
- une réelle représentativité des usagers, des personnels et des élus dans les instances décisionnelles à tous les niveaux.

Ce que nous refusons:

- le tout pouvoir autoritaire des ARS, Agences Régionales de Santé,
- la nouvelle gouvernance hospitalière,
- le découpage arbitraire des territoires de santé.

C'est pour tout cela que nous exigeons l'abrogation de la loi HPST et l'arrêt immédiat de toutes les fermetures et restructurations.

Signataires: (11 mars 2012)

associatifs : Act-Up Paris, Act-Up Toulouse, Association nationale des centres d'IVG (AN-CIC), Appel des appels, ATTAC, Collectif hypertension, Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Collectif 20°-Tenon, Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination de Défense et de Promotion des centres de santé Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, COSS 33 (Coordination Santé Solidarité Gironde), Ensemble pour une santé solidaire, Femmes Egalité, Femmes solidaires, Handi-social, «LaSantéUnDroitPour tous», Ligue des Droits de l'Homme, La santé n'est pas une marchandise, Réseau éducation populaire, Résistance sociale, SERPSY, Union des familles laïques, Union Nationale des Groupements Mutualistes Solidaires...

politiques : Alternative libertaire, Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), les Alternatifs, Europe Ecologie les Verts, Gauche unitaire, Lutte ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste, Parti communiste français, Parti communiste des ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Radical de gauche, Partit Occitan, République et socialisme, Union Démocratique Bretonne...

syndicaux : Confédération générale du travail (CGT), Fédération CGT Santé Action Sociale, Fédération CGT des Organismes Sociaux, Fédération Sud Protection Sociale, Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération syndicale unitaire (FSU), Syndicat de la médecine générale (SMG), Syndicat national des professionnels de santé au travail (SNPST), Union confédérale des médecins salariés de France, Union syndicale de la psychiatrie (USP), Union syndicale Solidaires...